

QUESTION

LE FAIT POUR UN ÉTRANGER
SANS PAPIERS DE TRAVAILLER
COMME SALARIÉ DANS UNE
ENTREPRISE EST :



UNE VIOLATION DU
CODE DU TRAVAIL
UN SIGNE POSITIF
D'INTÉGRATION
DANS NOTRE PAYS

QUESTION

UN ENSEMBLE DE 26 PAYS
EUROPÉENS SE SONT
ENTENDUS POUR FACILITER
LA LIBRE CIRCULATION DES
PERSONNES D'UN PAYS À
L'AUTRE. CELA S'APPELLE :



L'ESPACE SCHENGEN
FRONTEX
L'UNION EUROPÉENNE

QUESTION

SUR 100 PERSONNES
QUI FONT UNE PREMIÈRE
DEMANDE D'ASILE
EN FRANCE, COMBIEN
OBTIENNENT LE STATUT
DE RÉFUGIÉ ?



65
35
15

QUESTION

EN MOYENNE, COMBIEN
CÔÛTE L'EXPULSION D'UNE
PERSONNE ÉTRANGÈRE
PAR LA FRANCE ?



1 000 EUROS
2 000 EUROS
20 000 EUROS

QUESTION

DE 2000 À 2013,
COMBIEN DE MORTS
A-T-ON DÉNOMBRÉ
AUX FRONTIÈRES
DE L'EUROPE ?



3 000 MORTS
13 000 MORTS
23 000 MORTS

QUESTION

LA CARTE DE RÉSIDENT EST
VALABLE POUR :



1 AN
10 ANS
15 ANS

L'espace Schengen. Signés en 1985 et en 1990, les accords de Schengen autorisent la libre circulation des personnes et harmonisent les contrôles des voyageurs au sein de l'espace constitué par les 26 Etats co-signataires (22 Etats de l'Union européenne sur 28* + 4 Etats associés : l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein). Cela implique l'élimination des contrôles aux frontières intérieures et le renforcement des contrôles aux frontières extérieures de l'espace Schengen : l'Europe devient une forteresse.

Données 2014.

* L'Irlande, l'Angleterre, Chypre, la Roumanie, la Bulgarie et la Croatie sont membres de l'UE mais ne font pas partie de l'espace Schengen.

Les deux ! C'est bien plus l'employeur que l'étranger qui contrevient au code du travail : l'employeur a l'obligation de vérifier l'autorisation de travail de l'étranger avant de l'embaucher. Mais nombre d'employeurs profitent de la situation de faiblesse des personnes sans-papiers pour les exploiter. Par ailleurs, les étrangers sont aujourd'hui placés dans une situation abusive par les préfetures, qui exigent souvent d'eux de démontrer qu'ils travaillent déjà en France pour accepter de les régulariser... alors même que le fait de travailler sans titre de séjour peut conduire à une expulsion.

Données 2014.

Cela coûte en moyenne 20 000 euros. Sans même compter les dépenses d'interpellation, d'expulsion et de justice, le coût du maintien des étrangers dans les centres de rétention administrative en métropole s'élève déjà à 190,5 millions d'euros par an.

Source : Rapport de la Cour des comptes, 2009.

15 - En 2013, sur 100 demandeurs d'asile (première demande) en France, 17 personnes ont obtenu une protection, dont 15 le statut de réfugié.

Source : UNHCR et Eurostat, chiffres 2013.

10 ans. Mais elle n'est presque plus délivrée, alors qu'elle donnait à ceux qui arrivaient en France la sécurité nécessaire pour construire leur vie professionnelle, familiale et sociale.

Données 2014.

Plus de 23 000 personnes sont mortes aux frontières de l'Europe durant cette période. Et cela continue. « Près de la moitié des personnes qui essaient de pénétrer irrégulièrement sur le territoire de l'UE fuient des situations de conflit dans des pays comme la Syrie, l'Afghanistan, l'Érythrée ou la Somalie. [Mais] les politiques de l'Union européenne en matière d'immigration et ses pratiques de contrôle aux frontières empêchent des réfugiés d'accéder à la procédure d'asile en Europe et mettent en danger la vie de toutes ces personnes, qui entreprennent des voyages de plus en plus dangereux », notamment par la mer.

Source : rapport Fortresses Europe, Amnesty International 2014